



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-60234>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce n° **24-60234**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Forme juridique de l'acheteur : Autorité régionale

Activité du pouvoir adjudicateur : Logement et équipements collectifs

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Accord-cadre sur l'accompagnement du volet social des DSP : mise en concurrence et exécution des contrats des lots OPTILES et RATP

Description : Accord-cadre sur l'accompagnement du volet social des DSP : mise en concurrence et exécution des contrats des lots OPTILES et RATP

Identifiant de la procédure : b4f781dc-10bc-49a1-bca1-b22fbaf90ac3

Identifiant interne : 2024-004

Type de procédure : Ouverte

Principales caractéristiques de la procédure : Appel d'offre ouvert. Accord-cadre à bons de commande mono attributaire. L'accord-cadre n'est pas alloti. Il peut être attribué à un candidat individuel ou à un groupement momentané d'entreprises.

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 79419000 Services de conseil et d'évaluation

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 4,000,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : L'accord-cadre est à prix unitaires. Il n'a pas de montant minimum et il a un montant maximum de 2 000 000 d'euros HT pour la période de 24 mois reconductible une fois. La durée de l'accord-cadre est de 48 mois maximum reconduction comprise, pour un montant maximal de 4 000 000 d'euros HT après reconduction.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Accord-cadre sur l'accompagnement du volet social des DSP : mise en concurrence et exécution des contrats des lots OPTILES et RATP

Description : Mise en place d'un accord cadre relatif à l'assistance à maîtrise d'ouvrage sociale sur les contrats de réseau de Bus Optile ainsi que sur le suivi de l'exécution des premières DSP ex-EPIC attribuées. L'accord-cadre porte sur quatre volets : volet 1 Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi social de l'exécution des contrats de bus de moyenne et grande couronnes (« Optile ») ; volet 2 Préparation du volet social des nouvelles procédures de bus de moyenne et grande couronnes (« Optile - Génération 2 ») ; volet 3 Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le suivi social de l'exécution des premières DSP BUS de Paris petite couronne (« ex réseau RATP ») attribuées ; volet 4 Travaux complémentaires sur les enjeux sociaux du Bus et d'autres modes.

Identifiant interne : 2024-004

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 79419000 Services de conseil et d'évaluation

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 4,000,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires : Le paiement d'une avance est prévue (Cf.Ccap). Le paiement des acomptes est effectué dans les conditions prévues par le CCAP. Les règlements sont effectués par l'agent comptable d'Île-de-France Mobilités. Le délai global de paiement est de 30 jours, tel que prévu au décret 2013-269 du 29 mars 2013, à compter de la date de réception de la demande de paiement établie et transmise conformément aux dispositions contractuelles. Le présent marché peut faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Chaque candidat ou chaque groupement devra réunir les connaissances et les compétences nécessaires suivantes : Maîtrise de l'écosystème du transport francilien dans un contexte de mise en concurrence (acteurs, enjeux, rapport de force), Maîtrise des procédures de DSP (déroulé, calendrier, analyse des offres), Audit (production, SI RH, paie, comptes sociaux), Droit social et droit du travail (accords sociaux, transfert des contrats, usages), Rémunération (décomposition de la paie, trajectoire), Production des services (règles sociales, règles d'habillage, productivité), RSE (bilan carbone, cibles RSE, audit), Négociation (accord de substitution, opérateurs), Médiation (dialogue social, communication de crise).

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : DUME ou DC1/DC2 et DC4 (formulaire joints au Dossier de consultation). Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du soumissionnaire et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant au maximum sur les trois (03) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Pouvoir(s) habilitant le signataire à engager le soumissionnaire individuel ou chaque membre du groupement : coordonnées du siège social, coordonnées de l'établissement qui exécutera les prestations, forme juridique du candidat ou du membre du groupement, nom, prénom et qualité de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat ou le membre du groupement. Déclaration sur l'honneur pour juger qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du Code de la commande publique, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. Lorsque le soumissionnaire est en redressement judiciaire, le soumissionnaire produit la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : >Attestation d'assurance couvrant les risques civils et professionnels pertinents ;> Une liste des principaux services fournis au cours des trois (03) dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois (03) ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration sur l'honneur de l'opérateur économique.) ;> Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du soumissionnaire et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (03) dernières années ;> Indication des titres d'études et professionnels du soumissionnaire ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché ;> La déclaration concernant l'outillage, le matériel, et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature (déclaration à produire en annexe du formulaire DC2).

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 2 (C2) : Qualité des moyens humains mobilisés sur 30 points. Sous-critère 1 (SC2-1) Organisation de l'équipe dédiée notée sur 15 points Sous-critère 2 (SC2-2) Qualité des profils proposés notée sur 15 points.

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère 1 (C1) Qualité de la proposition méthodologique du candidat sur 40 points. Sous-critère 1 (SC1-1) Qualité de la méthodologie notée sur 20 points Sous-critère 2 (SC1-2) Compréhension des enjeux notée sur 10 points Sous-critère 3 (SC1-3) Pertinence des exemples de livrables notée sur 10 points

Critère :

Type : Prix

Description : Critère 3 (C3) : Prix sur 30 points. Le soumissionnaire sera évalué sur la base du montant total TTC du détail quantitatif estimatif (DQE). Les quantités de ce DQE sont estimées pour la durée complète de l'accord-cadre, soit 48 mois (période reconduite incluse).

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://idf.achatpublic.com/accueil/>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variante : Non autorisée

Description de la garantie financière : Garantie financière de l'avance : Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Date limite de réception des offres : 24/06/2024 à 13:00

Date limite de validité de l'offre : 8 MONTH

Conditions du marché :**Facturation en ligne :** Autorisée**La commande en ligne sera utilisée :** non**Le paiement en ligne sera utilisé :** oui

Informations relatives aux délais de recours : Recours possibles avant la signature du marché : Un référé précontractuel (art. L. 551-1 et suivants du Code de Justice Administrative), depuis le début de la procédure jusqu'à la date de conclusion du contrat. Recours possibles après la signature du marché : Un référé contractuel (art.L.551-13 et suivants du Code de Justice Administrative), le jour suivant la notification du marché et selon les délais précisés par l'article R. 551-7 et suivants du Code de Justice Administrative. Un recours en contestation de la validité du contrat (Conseil d'État, 4 avril 2014, no358994, Département du Tarn et Garonne) dans un délai de 2 mois suivant la parution de l'avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation.

5.1.15 Techniques**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ile de France Mobilités**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ile de France Mobilités**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris**Section 8 - Organisations**

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013**Adresse postale :** 7, rue de Jouy**Ville :** Paris**Code postal :** 75004**Pays :** France**Adresse électronique :** greffe.ta-paris@juradm.fr**Téléphone :** +33 144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ile de France Mobilités

Numéro d'enregistrement : 28750007800020

Adresse postale : 39bis-41 rue de Châteaudun

Ville : Paris

Code postal : 75009

Pays : France

Adresse électronique : sabrina.korpala@iledefrance-mobilites.fr

Téléphone : 0147532800

Profil de l'acheteur : <https://idfm.achatpublic.com/accueil/>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : a7a7f20a-ceac-46d9-9d20-762bbf61d0ab - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 24/05/2024 à 12:10

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 24/05/2024